



Montreuil, le 7 novembre 2014

**Madame Marylise LEBRANCHU**  
**Ministre de la Réforme de l'État, de la**  
**Décentralisation et de la Fonction publique**  
**80, rue de Lille**  
**75007 PARIS**

Objet : Préavis de grève pour le 18 novembre 2014

Madame la Ministre,

Le gouvernement, en faisant le choix de réduire de plus de 50 milliards d'euros les dépenses publiques, socialement utiles, pour financer le pacte dit « de responsabilité », affirme sa volonté de poursuivre une politique d'austérité pourtant contraire à une relance économique urgente.

Les agents publics subissent depuis trop longtemps les conséquences de ces hold-up budgétaires qui alimentent le cercle vicieux de la dégradation sociale : gel du point d'indice et perte sérieuse de pouvoir d'achat, mise à mal de l'emploi public statutaire et entretien de l'emploi précaire, dégradation des conditions de travail, notamment avec de nouvelles méthodes de « lean management » mises en œuvre au nom d'une « rentabilisation » des services publics pourtant incompatible avec les principes fondamentaux qui leur donnent sens, menaces pour les missions et les acquis collectifs dans le cadre des réformes comme la MAPTAM ...

Non seulement l'État continue de se désinvestir de certaines compétences et les transfère aux collectivités sans les moyens nécessaires durables, mais dans le même temps reste sourd à l'exigence croissante d'une autre politique pour sortir le pays de la crise avec 11 milliards d'amputations budgétaires confirmées pour les services publics territoriaux. Au-delà des conséquences inévitables de réduction des masses salariales en elles-mêmes, c'est une attaque sans précédent sur l'emploi du secteur privé, quand les collectivités représentent 70 % de l'investissement en France ! En continuant d'accorder des cadeaux fiscaux au grand patronat et de financer des pactes irresponsables avec l'argent public au détriment des besoins sociaux auxquels il serait urgent de répondre, le gouvernement a lancé une fin de non-recevoir aux revendications portées par les agents publics, titulaires et non-titulaires.

C'est pourquoi, après l'action interprofessionnelle du 16 octobre dernier contre toutes les politiques d'austérité menées par votre gouvernement dans ce pays, nous appelons l'ensemble des personnels à exprimer leur refus des nouveaux et graves reculs prévus pour les 3 années à venir !

... / ...

Avec les personnels, la Fédération CGT des Services publics revendique :

- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice, contribution indispensable à la relance de l'économie ;
- La fin des suppressions d'emplois et des créations partout où c'est nécessaire ;
- Un nouveau et vaste plan de titularisation ;
- Le retrait des contre-réformes synonymes de démantèlement des services publics, notamment celui de réforme territoriale avec la mise en œuvre d'une véritable consultation démocratique des organisations syndicales et de la population ;
- La rénovation et le renforcement du statut général.

C'est pourquoi, dans le cadre unitaire CGT Fonction Publique, FSU, Sud-SOLIDAIRES, FA-FP, et à l'heure où les Projets de Loi de Finance (PLF) et Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) sont débattus au Parlement, la Fédération CGT des Services publics dépose un préavis de grève pour la journée d'action du 18 novembre 2014 pour une durée de 0 à 24 heures et pour l'ensemble des personnels de ses champs professionnels.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos respectueuses salutations.

Pour la Fédération CGT des Services publics,  
Sylvie GUINAND,



Secrétaire fédérale